

**Avec « L'ambition communiste pour de nouveaux Jours Heureux »,
approfondissons le travail entamé lors du 38e Congrès.**

Les 27, 28 et 29 janvier 2023, les communistes sont appelés à choisir leur base commune de discussion pour le 39e Congrès du PCF. C'est un moment démocratique important dans la vie de notre Parti mais aussi pour notre peuple et le débat politique de notre pays.

Ce Congrès et les débats d'orientation qui en découlent ne sauraient en effet se dérouler en conclave quand la société capitaliste qui régit nos vies se trouve historiquement confrontée à ses propres contradictions. D'un côté ses limites explosent au grand jour du fait de la triple crise économique, pandémique et écologique et de l'autre, pour maintenir sa domination, elle les aggrave d'une crise démocratique, sociale et internationale sans précédents depuis 1929.

Pour nous communistes, l'urgence est double :

- Bâtir dans les luttes et dans les urnes le rassemblement populaire majoritaire ouvrant la voie à des victoires immédiates pour les exploités et contribuant à la construction d'un rapport de force qui permettra la rupture avec le capitalisme et la construction d'une société nouvelle.

- Faire vivre et renforcer le Parti Communiste Français comme un outil au service de cet objectif révolutionnaire et capable de créer les conditions de rassemblement nécessaire à sa réalisation.

C'est bien là tout l'enjeu d'un 39e Congrès pour lequel deux lignes de failles se dessinent : Poursuivre ce travail de reconstruction du Parti engagé lors du Congrès précédent où revenir à sa mutation engagée dans les années 90 et l'inscrire dans une fédération de la gauche dominée par la social-démocratie, hier le PS aujourd'hui la FI. Sortons des caricatures « pour ou contre la NUPES » et portons le débat sur quelle organisation du PCF, pour quels objectifs et avec quels moyens pour y parvenir. Ce débat est en lien avec la refonte de nos statuts qui, loin d'être un simple règlement intérieur de notre organisation, sont un acte politique définissant le cadre, le Parti, dans lequel nous inscrivons notre action.

Le projet de base commune votée par une majorité du Conseil National porte cette ambition de poursuite du travail profond de reconstruction de notre Parti engagé lors du 38e Congrès, même si son contenu doit être travaillé par les communistes, affiné et clarifié par notre réflexion collective et nourri des luttes sociales, politiques, internationalistes et pacifistes. Il est le seul texte soumis au vote des adhérentes et adhérents permettant de s'inscrire dans une logique renforcement et de développement de l'outil Parti au service du mouvement communiste. Car il ne suffit pas s'appuyer sur les « déjà là » de communisme dans notre société capitaliste pour présager du renversement de celle-ci dans des rassemblements populaires aux contours et objectifs flous.

Cette logique revient à nier le rôle et la nécessité d'un Parti Communiste aux objectifs clairs de rupture avec le capitalisme, usant du rassemblement populaire comme d'un levier et non d'une finalité. C'était indispensable hier à la conquête de ces « déjà là », ça l'est aujourd'hui à leur défense et ce le sera demain pour répondre aux enjeux politiques immenses qu'induisent la transition vers une nouvelle société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Il est donc impossible de faire l'impasse sur la question centrale de la période de transition de notre société capitaliste vers la construction du communisme sauf à rejeter le caractère révolutionnaire de ce processus, à faire l'impasse sur la lutte contre-révolutionnaire d'un capitalisme pourtant prêt à détruire l'Homme et sa planète avec lui, à mettre des œillères sur les expériences révolutionnaires du XXe siècle.

Il est aisé d'user d'arguments d'autorité sur l'échec de la transition, que l'on peut nommer Socialisme, en s'arrêtant, sans pousser l'analyse, sur l'expérience soviétique. C'est ce que fait le texte alternatif.

Ce faisant il passe en plus sous silence les expériences de la Révolution Cubaine, du Vietnam ou encore de la Chine pour lesquelles nous ne pouvons rester sans analyses et réflexions.

A moins de ne rechercher que des « biais de confirmation », c'est-à-dire ne prendre des exemples que s'ils appuient la thèse que l'on défend, c'est se couper d'une bonne compréhension de l'état du Monde et de notre société que de ne pas analyser les expériences socialistes dans leur globalité, les échecs et succès du passé mais aussi leur actualité et les contradictions qu'elles affrontent.

Ce besoin d'analyse collective et de réflexion sur la situation internationale est pourtant une nécessité absolue à la vue de l'actualité guerrière en Europe du fait de l'affrontement entre les deux puissances capitalistes russes et atlantistes en Ukraine. C'est aussi nécessaire pour la compréhension des nouveaux rapports de force induits par la montée en puissance de pays émergents qui viennent briser l'hégémonie nord-américaine sur le monde, ce qui exacerbe les tensions héritées du règlement de la Guerre Froide.

C'est un axe de travail majeur pour notre 39e Congrès et si la base commune proposée par le Conseil National demeure trop faible sur le niveau de ces enjeux, elle permet de faire vivre le débat des communistes et donc de l'enrichir.

D'autant plus que la situation internationale pèse chaque jour plus fort sur la crise sociale que nous vivons et les luttes pour vivre mieux et vivre ensemble ne peuvent se dissocier de celles pour vivre en paix.

Cette prise de conscience internationaliste et anticapitaliste est l'une des clefs du succès dans les luttes sociales et politiques en cours et à venir dans notre pays. Nous avons besoin de victoires immédiates, pour faire reculer le gouvernement sur l'assurance chômage et la réforme des retraites ou encore face à l'appauvrissement général de la population à qui l'ont fait payer la crise systémique du capitalisme comme la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine. Notre rôle est aussi de proposer en même temps des débouchés politiques et de donner du corps à une perspective crédible de changement de société.

Cela passe évidemment par une profonde réflexion sur l'organisation du PCF car il ne suffit de proclamer le besoin d'un parti de masse, mais de nous donner les moyens collectifs de le construire au plus proche de la réalité de notre société. Ainsi la déstructuration du travail tel que nous avons pu le connaître jusqu'aux années 90, avec la disparition des grandes concentrations ouvrières, n'est pas un prétexte au renoncement de l'organisation politique dans et en direction de l'entreprise.

En effet, si la tertiarisation, l'ubérisation, la désindustrialisation et les décentralisations ont profondément changé le rapport à la production et au travail, elles n'ont mis fin ni à l'exploitation ni à la spoliation des richesses produites qui sont le cœur du système capitaliste. Elles les ont même aggravées, en témoigne l'accentuation des inégalités sociales et la multiplication du nombre de millionnaires au moment où le taux de pauvreté explose.

La reconstruction de cellules partout où cela est possible, disposant de moyens financiers leur permettant de déployer la politique du Parti au plus proche des populations et de leurs lieux de travail est l'un des enjeux de ce 39e Congrès, un des enjeux pour reconquérir la classe populaire et lui permettre de s'emparer de l'outil qu'est le PCF pour leurs luttes et leurs aspirations.

Lors du 38e Congrès les adhérents du PCF ont fait le choix collectif de dire stop à l'effacement de leur Parti. En 4 ans l'action portée par le Secrétaire National Fabien Roussel a permis, en dépit des résultats électoraux qui ne peuvent être la seule grille d'analyse, de nous replacer sur la carte de France politique. De nombreux obstacles, de nombreuses contradictions restent encore à surmonter. Le texte proposé par le Conseil National, l'ambition communiste pour de nouveaux « Jours Heureux », est un outil permettant à chaque adhérente et chaque adhérent de s'emparer des enjeux importants pour notre

avenir et de travailler collectivement à rassembler le Parti et placer notre 39e congrès dans la poursuite du précédent.

Tribune collective de :

Nicolas Cossange, Secrétaire Départemental 34 – Michel Andreu – Barbazange Paul, Secrétaire section Béziers – Barbazange Patricia – Barbazange Romain, Secrétaire section Montpellier – Ben Hamida Jelloul – Biau Jean-Marc, Conseiller Régional Occitanie – Bringuier Eric, Secrétaire section Frontignan – Casasnovas Thomas – Cros Jacques – Delran Aline – Gimenez Clara, VP Métropole Montpellier et membre du CN – Kerampran Maryse – Leterrier Jean-Michel – Malhue Clara – Robin René – Roustan Bernard – Saint-Pierre Josette - Savy Max, Trésorier fédéral 34 – Viallet Pierre – Viallet Danièle, Secrétaire section Pignan – Vivès Lucien, Secrétaire section Sud-Biterrois.